

POINTS FORTS

PAGE 2-3

Votations du 28 février 2016

PAGE 4-5

Nos candidats aux municipalités

PAGE 8

Interview croisée de Marianne Huguenin et Marc Vuilleumier à quelques mois de la fin de leur carrière de municipaux

Recommandation de vote pour le 28 février

L'initiative populaire du 5 novembre 2012 «Pour le couple et la famille - Non à la pénalisation du mariage »

NON

L'initiative populaire du 28 décembre 2012 «Pour le renvoi effectif des étrangers criminels (initiative de mise en œuvre) »

NON

L'initiative populaire du 24 mars 2014 «Pas de spéculation sur les denrées alimentaires »

OUI

La modification du 26 septembre 2014 de la loi fédérale sur le transit routier dans la région alpine (LTRA) (Réfection du tunnel routier du Gothard)

NON

Ce journal est gratuit, vous pouvez toutefois nous soutenir et nous aider à faire avancer vos idées en vous abonnant.

Abonnement annuel: 25Frs
Abonnement de soutien: 40Frs

CCP Résistance: 10-769952-7
POP & GM, pl. Chauderon 5, 1003 Lausanne

DES POPISTES DANS LES MUNICIPALITÉS : INDISPENSABLES !

Les conseillers municipaux populistes, hommes et femmes, ont amélioré les conditions sociales, construit écoles, crèches, logements et contribué au développement de leur cité.



On s'interroge parfois sur l'utilité d'élire des populistes dans les Municipalités. Ne seraient-ils au fond que des «otages de la bourgeoisie», comme le prétendent certains ? Qu'apportent-ils ? Quelles sont leurs réalisations ? Eh bien ! faisons le point sur leur bilan.

Voyons d'abord le passé tout récent. A Lausanne, Marc Vuilleumier a réintroduit le concept de police de proximité. Il a établi un partenariat entre la Municipalité et les quartiers. Il a soutenu l'essor du sport populaire, dont les enfants notamment ont bénéficié. Renens, sous la direction de la syndique Marianne Huguenin et avec le Municipal Jean-Pierre Rouyet (remplacé par Didier Divorne), a changé de visage. La banlieue mal considérée est devenue une ville où il fait bon vivre. Elle a accueilli l'Ecole cantonale des Beaux-Arts, a créé une place centrale coquette et va se doter d'un gymnase. De surcroît, au-delà des limites de sa commune, Marianne Huguenin a

joué un rôle très important dans tout le développement de l'Ouest lausannois. Elle s'est attirée la considération même de ses adversaires politiques. A Nyon, comme Directeur de l'Urbanisme et des Travaux, Claude Dupertuis a pu mener à bien des projets de logement.

Mais regardons plus loin en arrière. Il faut écouter les leçons de l'Histoire ! Après la terrible crise économique des années 1930 et les privations pendant la Seconde Guerre mondiale, l'électorat a porté la gauche au pouvoir dans plusieurs villes vaudoises. Lausanne entre 1946 et 1949 a été profondément transformée par les réalisations de la Municipalité socialo-populiste. Celles-ci ont été portées par André Muret, Fernand Crot et Robert Jordan, tous trois du POP. La police a été réorganisée, dans une perspective plus démocratique. Des écoles modernes, aérées, ouvertes à la lumière ont été construites, correspondant aux acquis de la pédagogie nouvelle. La Municipalité rose-rouge,

avec le concours des femmes populistes, a donné une impulsion décisive à la création de crèches ou garderies d'enfants, contre la forte opposition de la droite, qui les considérait alors comme des «dépotoirs pour femmes paresseuses» ! Suite à des scandales liés à des sociétés privées, Lausanne a créé les Pompes funèbres officielles de la Ville. Sans oublier la construction de nombreux logements à bas loyer (400 appartements subventionnés mis sur le marché !) Pensons au quartier populaire de Montelly, qui est fait non de tristes HLM mais de petits immeubles intégrés dans la verdure.

Et il n'y eut pas que Lausanne ! A Yverdon, grâce au Municipal populiste Albert Muriset, le quartier des Prés-du-Lac fut rapidement réalisé. Mais sa grande affaire a été surtout l'épuration des eaux de la Thièle, qui était un véritable égout à ciel ouvert. A Nyon, qui eut jusqu'à quatre Municipaux populistes sur cinq, on fit de grands progrès en matière de fiscalité, de rente vieillesse communale complémentaire.

Après 1949, il y eut à nouveau des Municipaux populistes, hommes et femmes, à Lausanne, Yverdon, Renens et Nyon (dont le très populaire Dr Armand Forel). Ils et elles ont poursuivi ce travail au service de la population, et notamment des milieux modestes. On peut énumérer leurs apports : ouverture de centres de planning familial et de crèches communales, aide aux personnes âgées, développement des services sociaux, création de jardins familiaux, soutien à la culture et aux sociétés sportives.

Alors la réponse aux questions du début est claire et évidente. Oui ! il faut élire des hommes et des femmes du POP dans les Municipalités. Grâce à leur présence active, nos villes s'en trouvent mieux.

Pierre Jeanneret

EDITO

100ÈME RÉSISTANCE, ET APRÈS...

Avec toutes les concentrations que l'on a pu voir dans la presse écrite et télévisuelle ces dernières années, en Suisse et partout dans le monde, les journaux ne sont plus un outil d'information, mais un moyen de propagande au service de l'idéologie dominante. À part chanter les louanges du capitalisme, assommer le public en nous décrivant les bienfaits du libre-échange et tresser des couronnes aux armées impérialistes qui mènent des guerres « humanitaires », aucune analyse critique, aucune remise en question.

Pour nous et d'autres qui avec nous contestent cette idéologie, nous avons besoin de faire entendre notre point de vue et pour cela nous ne pouvons compter que sur nos propres forces.

Au niveau national comme au niveau cantonal, notre Parti est un petit Parti. Mais un Parti qui tient mordicus à sa presse. Un journal national en français, un autre en allemand, des publications cantonales dans les cantons romands ainsi qu'au Tessin, pour un petit Parti tel que le nôtre, je le dis en toute modestie, c'est un véritable tour de force! Chaque année, surtout les années électorales, boucler notre budget de fonctionnement représente un véritable casse-tête, la publication de Résistance, qui tire à dix milles exemplaires, y prend une place importante. Alors pourquoi nous obstiner à ce point? La réponse est simple : rappelons par exemple que lors des dernières élections fédérales, la Télé nous avait généreusement accordé une minute trente pour exposer notre programme, nos revendications et nos

solutions. Il était évidemment important d'éviter qu'une partie de la population puisse éventuellement peut-être trouver de l'intérêt dans ce que nous, forces de gauche, avons à dire.

Je tenais juste à remercier toutes celles et ceux qui nous permettent de nous faire entendre, au travers de Résistance, l'Encre rouge, POP-info, Gauchebdo ou Vorwärts. Merci à Céline, Christiane, Juliette, Amanda, Christophe, David, Michel, Joël, Siro et tous les autres... Et en route pour le deux centième !

Gavriel Pinson

L'AGENDA GRATOS

27.01

POP'Stamm

Avec Marc Vuilleumier, municipal et David Payot, candidat à sa succession 18h30 au Zinema

12.02-15.02

Brandons de Payerne

www.brandonspayerne.ch

18.02-21.02

Carnaval de Sainte-Croix

Centre sportif de Sainte-Croix Soirées dès 20h30: jeudi 5 fr., vendredi 15 fr., samedi 20 fr. (pack week-end 30 fr.). Les autres activités et l'accès à la cantine sont gratuits www.carnaval.ch

18.02-21.02

Les Hivernales 2016 – Nyon

Usine à Gaz: 28 fr., Salle communale: 28 fr., L'After: 10 fr., Pass 1 soir (Salle communale, Usine à Gaz, L'After): 38 fr, autres scènes: gratuit

03.03-06.03

Brandons de Moudon

Cortèges pour petits et grands, guggenmusiks, bal costumé, concours de masques... Grand cortège dominical: adultes 10 fr., enfants (6-16) 5 fr., autres animations gratuites

12.03-13.03

Course de chiens de traîneaux

Col des Mosses

21.01

Le coût du gratuit

Cycle de conférences sur les données personnelles Dans ce cycle de conférence, nous proposons des moments de conférences-débats sur des thèmes touchants le sujet sensible de nos données personnelles sur internet. Pôle Sud 19h30-22h00.

Jusqu'au au 3 avril 2016

Patinoire saisonnière gratuite

La patinoire à ciel ouvert de Gryon est le rendez-vous convivial et familial de l'hiver. Petite buvette, location de patins et leçons de patinage sur place. Place Barboleuse, Gryon Du 19 décembre 2015 au 3 avril 2016. Durant les vacances scolaires: tous les jours 11h-19h; hors vacances: lu-ve 14h-18h, sa 11h-19h, di 11h-18h Gratuit; location de patins 4 fr.

toute l'année

Musée de l'immigration

Rue Tivoli 14 Lausanne mercredi du 14h à 17h et samedi de 14h à 18h.

UN DEUXIÈME TUBE AU GOTHARD, UN PROJET MORALEMENT INDÉFENDABLE

Le tunnel existant au Gothard doit être rénové prochainement. Quelles sont les solutions envisagées ? La construction d'un 2ème tunnel routier le temps des travaux ou un passage intelligent de la route au rail lors de ce laps de temps. Le PST/POP milite pour la deuxième proposition : écologique, avantageuse et saine. Explications..

Sabotage d'un projet d'avenir

En voulant se munir d'un deuxième tunnel, nos politiques décident de menacer dangereusement la NLFA, les nouvelles lignes ferroviaires alpines (projet coûtant 20 milliards et ayant pour but le transfert des marchandises de la route au rail). Ce serait une grave erreur de mettre en place un projet routier qui le concurrence, alors que le tunnel ferroviaire de base du Gothard est opérationnel à partir de 2016 !

En effet, si nous décidons de ne pas construire ce deuxième tunnel, un transfert des voitures et camions sur des trains-autos confortables et plus sûrs sera mis en place pendant l'hiver d'assainissement obligatoire.

Afflux massif de camions en vue

Si un 2ème tunnel est percé, un signal plus fort de transit possible au Gothard est donné à tous les camions souhaitant passer du nord au sud. Mise à part une pollution accrue de l'air dans

notre pays, à Schwyz et au Tessin en particulier, nos infrastructures routières périphériques aux tunnels sont-elles préparées à subir un tel engorgement ?

Profondément anticonstitutionnel

Les partis bourgeois appuyés par le lobby automobile (parlement et Conseil fédéral) ont décidé de défendre corps et âme la mise en place d'un second tunnel routier au Gothard. Au mépris de la volonté populaire qui s'est exprimée le 28 novembre 2004 (Initiative des Alpes) afin de modifier la Constitution comme suit : l'art. 84 stipule que « La Confédération protège les régions alpines contre les effets négatifs du trafic de transit. » et que « Le trafic de marchandises à travers la Suisse sur les axes alpins s'effectue par rail. »

Le Tessin sera-t-il isolé si un non devait sortir des urnes le 28 février ?

Non. Pendant l'assainissement du tunnel actuel,

il sera possible de mettre en place un ferroutage efficace des voitures et des camions. Le Tessin reste par conséquent accessible par route en tout temps. De plus en 2016, le nouveau tunnel ferroviaire de base au Gothard entre en fonction. Il permettra de relier comme jamais le Tessin au reste de la Suisse : les 3 milliards de francs pour un 2e tunnel inutile doivent servir à des projets plus urgents en faveur des agglomérations.

Un deuxième tunnel, pour la sécurité ?

«Les tunnels aménagés le long des routes nationales sont les tronçons les plus sûrs dans l'absolu. Sur le plan statistique, le risque d'être impliqué dans un accident est même moindre que sur un tronçon ouvert.» Voilà ce qu'a écrit le Conseil fédéral. Le tunnel routier du Gothard dispose d'une galerie de sécurité parallèle, information que l'on oublie souvent. Des mesures importantes ont en outre été prises après l'incendie d'un camion en 2001. Le nombre d'accidents a diminué depuis lors de près d'un quart par rapport aux chiffres précédents.

Luca Schalbetter
Jeunes POP Vaud

METTONS EN OEUVRE NOTRE SOLIDARITÉ, PAS UNE INITIATIVE INUTILE

Imaginez être une personne ouvrière de nationalité portugaise qui gagne 566€ par mois (salaire minimum) et n'arrive pas à subvenir aux besoins de sa famille puisque cette somme ne suffit pas pour arriver à la fin du mois. Vous décidez donc, puisque vous avez un ami en Suisse, d'émigrer pour avoir une meilleure vie. Après avoir quitté toute votre culture, votre village et vos amis, vous trouvez un travail pour vous et votre compagnie/on (sous-payé puisque vos papiers ne sont pas entièrement reconnus). Un jour vous êtes un peu pressé pour aller au travail et vous recevez une amende très lourde pour avoir roulé trop vite, vous payez et vous oubliez cela pendant quelque temps. Mais après quelques mois, rentrant du travail très tard, la police vous arrête à nouveau et vous vous emportez avec un policier, fatigué par le travail. Voilà un cas où la menace d'être expulsé pourrait tomber sur votre famille, même si vous n'avez plus personne dans votre pays d'origine, si l'initiative de «mise en oeuvre» du renvoi des criminels étrangers sera acceptée.

Selon cette initiative, il serait judicieux de traiter une personne de nationalité suisse et celle d'une autre nationalité de façon différente, belle démonstration d'une Suisse équilibrée et qui

donne ce qu'elle a reçu lorsque ses ressortissants ont émigré partout dans le monde le siècle passé. Est-ce intelligent et intéressant de traiter deux personnes résidentes sur le même sol avec des droits différents alors que ce sont des êtres humains simplement nés dans un autre pays ? Rappelons par ailleurs que ces règles seront valables aussi pour les secondes générations, être né en Suisse ne suffit pas (et se naturaliser coûte jusqu'à 3100 francs, argent que toutes les familles n'ont pas à disposition).

Selon l'argumentaire de l'UDC ce pamphlet qui veut s'arracher le droit de légiférer au lieu du Parlement, serait équilibré et respecterait le droit international et la CEDH (Convention Européenne des Droits Humains), alors que ces mêmes lois internationales s'apprentent à être attaquées par voie d'initiative par le même parti qui dit les respecter avec cette initiative. C'est pour cela que plusieurs ONG crient pour rappeler que la CEDH est mise en danger avec ce texte, et avec elle tout ce qui fait de la Suisse un pays d'accueil, ouvert et de droit. Tout ceci est remis en discussion avec cette loi.

Mais au final de quoi parlons-nous vraiment avec cette initiative ?

Encore une fois les travailleuses/eurs se retrouvent à débattre et à se disputer entre elles/eux pour décider si c'est acceptable de traiter différemment une personne qui n'a pas eu la «chance» de naître dans cette nation, enfantée par deux personnes nées ici. Différencier les personnes avec un passeport rouge et celles qui n'en ont pas, c'est une manière de plus de désolidariser les personnes (surtout en cette période où les migrants sont en difficulté) et distraire du vrai problème qui divise les patrons et les travailleurs et la pauvreté que cette différence de classe engendre.

Ne nous laissons pas avoir par les faux arguments des initiants, cette initiative est discriminatoire et inutile, elle court-circuite les travaux du Parlement et elle veut rendre les personnes non suisses (même celles nées en Suisse, de deuxième génération, mais pas naturalisées) des citoyens de deuxième rang. Disons non à cette loi qui va trop loin !

Andrea Coduri
Jeunes POP Vaud

ADHÉSION



- J'aimerais adhérer au POP
- J'aimerais m'abonner à Résistance
- J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance

Nom :
Prénom :
Adresse :
N° tél. :
Adresse e-mail :

Signature :

A renvoyer à l'adresse suivante :
POP vaudois & Gauche en mouvement,
Chauderon 5, 1003 Lausanne

PoP'STAMM

Être municipal, c'est sport !

Avec Marc Vuilleumier, municipal lausannois en charge des sports

Et David Payot, candidat POP à sa succession à la municipalité

27 janvier
18h30 au



ON NE JOUE PAS AVEC LA NOURRITURE

L'initiative Stop à la spéculation veut stopper les spéculateurs pour combattre la faim. En effet, seule une petite portion du commerce de biens alimentaires se réalise dans le négoce de matières réelles.



Pour le reste, il s'agit de paris en bourse et d'échanges entre instituts financiers. Ce casino dans les bourses conduit à des fluctuations incroyables et à des hausses de prix qui ont déjà entraîné des millions d'êtres humains dans la faim.

Il s'agit de ramener le commerce des biens alimentaires à la réalité du terrain. Nous voulons que le commerce permette aux producteurs d'ici ou d'ailleurs de nourrir la population de façon durable.

Ils doivent pouvoir écouler leurs récoltes et pérenniser leurs moyens de production. Du côté des consommateurs, ils doivent avoir accès à une nourriture saine et variée où qu'ils se trouvent.

A l'heure du développement de technologies efficaces dans le développement durable, la production biologique ainsi que dans le calcul, l'évaluation et l'anticipation des besoins alimentaires, nous ne saurions tolérer que le scandale de la faim dans le monde perdure et s'aggrave encore.

Avec l'initiative Stop à la spéculation, nous pouvons changer cela. Nous mettons à nouveau au premier plan les besoins de l'humanité.

Penser globalement, agir localement

Une grande partie de la spéculation sur les biens alimentaires a lieu en Suisse et les plus grandes entreprises de ce commerce ont leur siège dans notre pays. La lutte contre la faim dans le monde nous concerne de près. Il est temps que la Suisse donne le bon exemple et qu'elle s'engage également au niveau international pour interdire toute pratique de spéculation sur les biens alimentaires.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis 1966, l'ONU a adopté un pacte international qui garantit le droit à l'alimentation pour tout être humain. Ce droit est chaque jour violé.

Environ un neuvième de la population mondiale souffre de la faim et de la malnutrition, alors que la production planétaire actuelle pourrait alimenter 12 milliards de personnes. La faim a toujours existé

dans l'histoire du monde, provoquant exils et guerres. Aujourd'hui, cette tragédie est évitable si les denrées alimentaires étaient distribuées de manière équitable et si nos banques et caisses de pension ne faisaient pas de la famine un commerce.

Il y a diverses causes à la faim dans le monde telles que sécheresses, inondations. Le phénomène est encore aggravé depuis que la spéculation sur les denrées alimentaires a pris cette ampleur. Nous avons assisté à une flambée des prix. En Ethiopie, le maïs a augmenté de 100%. Le blé a vu son prix grimper de 300% en Somalie. Impossible de citer tous les exemples et nous constatons, comme par hasard, que ces pays déjà très pauvres sont en guerre, allez savoir pourquoi ! Et leurs ressortissants tentent par tous les moyens de fuir la misère et la mort. Ainsi, il y a maintenant près d'un milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde.

La place financière suisse joue un rôle important dans le commerce de la faim*. Un grand nombre de banques privées ainsi que les banques cantonales et les caisses de pension ont investi des sommes qui, une fois cumulées, constituent une grande fortune qui a inondé les marchés de matières premières. Près de 410 milliards en 2011.

Ces transactions ne correspondent pas seulement à gérer l'offre et la demande. Ces transactions sont des paris sur des estimations de besoins à venir et ont tendance, justement, à accentuer des fluctuations de prix tant au niveau des producteurs qu'au niveau des consommateurs, avec les conséquences que l'on sait.*

Certaines banques et caisses de pension en Suisse ont reconnu le problème et se sont retirées de ce marché de la mort. Il est donc bienvenu de légiférer en la matière pour éviter une injustice de plus, à savoir que certaines banques et caisses de pension continuent à tirer d'odieux profits.

Chaque être humain a droit à une alimentation suffisante. Nous pouvons changer le monde. Le 28 février prochain, votons OUI à l'initiative contre la spéculation sur les denrées alimentaires.

Anne-Gabrielle Frund



de
Michel Bühler

Burkina

Dans la ville de Ouahigouya, le Dr Lassara Zala est tenu pour un saint. Infatigable, il dirige le centre médical pédiatrique Persis. Au travail dès l'aube, il ne quitte son cabinet que lorsque le dernier petit patient a été ausculté:

- Il peut être minuit, qu'importe, dit-il d'une voix douce, je suis ici pour être utile.

Parlant du noma, ce mal terrible qui ronge le visage des enfants, il affirme:

- La cause principale est la malnutrition. Le noma, c'est la maladie de la pauvreté.

Il nous fixe de ses yeux tranquilles, et soupire:

- Pourquoi les riches ne sont-ils jamais satisfaits, pourquoi veulent-ils toujours plus? Oh... l'avidité de l'homme...

C'est dans le nord du Burkina Faso, ce pays qui vient de se doter d'un gouvernement démocratique. J'y ai passé une dizaine de jours avec l'association «Tombouctou 53 jours». Accueillis par la radio communautaire «La Voix du Paysan», nous avons rencontré des personnages admirables.

Parmi eux, Abdulaye Bagaya, qui promet dans le moindre village, avec «Burkina Vert», le maraîchage, les engrais naturels:

- Les femmes produisent maintenant des tomates, des choux, des pommes de terre, ce qui contribue à leur autonomie alimentaire.

Prompt à rire à la moindre plaisanterie, il devient sérieux lorsque j'évoque les OGM:

- Le gouvernement du dictateur avait imposé des semences Monsanto aux producteurs de coton. Le résultat a été catastrophique. Mais avec la nouvelle équipe au pouvoir, même si ses membres ont été proches de l'ancien régime, tout va changer! Nos élus savent maintenant que le peuple est debout!

Un autre, Adama Ouedraogo, est fondateur de l'association «Sauler - Sauvons le Reste»:

- Les malades mentaux sont les derniers dans la chaîne des rejetés. On est persuadé qu'ils sont habités par des démons, et qu'en les approchant on risque d'être atteint à son tour. On en trouve dans les villages, enchaînés dans des cages. D'autres sont chassés de partout, ils errent dans les rues, se nourrissent dans les poubelles. Ils sont en haillons, mangés par les poux, leur moindre plaie s'infecte...

Deux fois par semaine, dans une minuscule camionnette, il va trouver ces malheureux aux quatre coins de la ville pour les laver, les nourrir, leur donner des habits propres. Avec l'aide de fonds suisses, il a construit un hangar qui abrite une quinzaine de ces pauvres gens. Nous lui promettons que nous allons trouver l'argent qui permettra d'équiper son centre de latrines.

Sur le chemin du retour, nous assistons de loin, dans la capitale, à l'arrivée des invités au mariage de la fille du nouveau président de l'Assemblée nationale. Un défilé de deux mille notables compassés, les femmes en boubous somptueux, les hommes tirés à quatre épingles, et le ballet interminable des limousines et des 4x4. Revient alors dans ma tête la voix calme du Dr Zala:

- Ce qu'il nous faut d'abord, c'est la justice. Sans la justice, rien ne changera...

L'espoir est là, immense, mais le chemin est encore long.

initiative

Pour la souveraineté alimentaire.
l'agriculture nous concerne toutes et tous.



Signez l'initiative sur www.popvaud.ch

NOS 4 CANDIDATS AUX EXECUTIFS DU CANTON

Nos 3 candidats à la municipalité de Renens - Didier Divorne, Karine Clerc, Johnson Bastidas - ainsi que notre candidat à la municipalité de Lausanne - David Payot - nous parlent de leur ville, de leur engagement et de leur projet une fois élus



de g. à dr. : Didier Divorne, Karine Clerc, Johnson Bastidas, David Payot

DAVID PAYOT, 36 ANS, CONSEILLER COMMUNAL ET CANDIDAT À LA MUNICIPALITÉ DE LAUSANNE

Une ville pour toutes et tous, une voix pour toutes et tous !

« Le pouvoir au peuple » : à l'origine, c'est ce que voulait dire « démocratie » en grec. Défendre la démocratie, c'est donc un engagement populaire, qui a encore tout son sens aujourd'hui et chez nous. La démocratie ne se limite pas aux élections, elle ne finit pas au fond de l'enveloppe de vote. Elle consiste à défendre un monde où chacun-e a sa place, où chacun-e peut faire entendre sa voix. S'il fallait résumer mon projet politique, je le ferais volontiers ainsi. Mais est-ce que nous voulons un résumé ? Un engagement politique, c'est souvent fait pour être développé, en paroles et en actes.

J'ai adhéré au POP il y a dix-neuf ans, et ce choix me paraissait aller de soi. Un engagement politique, c'est se préoccuper du monde qui nous entoure. Parce que l'environnement, social ou naturel, nous est indispensable ; mais aussi parce que nous avons le pouvoir d'agir sur notre environnement, de changer notre monde. Le bonheur, ça ne se cultive pas comme une plante d'appartement.

Un engagement politique, c'est aussi une vision globale sur de multiples thématiques. Il y a mille et un sujets qui méritent de s'investir, et mille et une manières de le faire. Personnellement, je me suis engagé pour les droits des migrants, des retraités, des travailleurs ou des paysans. Je me suis engagé en consommant (avec un panier d'agriculture contractuelle), en travaillant (à l'association de retraités AVIVO), en dormant (dans les refuges de la Coordination Asile), et bien sûr en discutant : dans la rue, dans des réunions associatives, au Conseil communal. La politique, c'est la trame de fond, qui donne une cohérence à ces engagements. Et à l'inverse, les engagements citoyens, c'est ce qui confronte la politique au concret.

A mon avis, le POP correspond bien à cette démarche : un engagement politique cohérent, qui s'exprime sous des formes multiples. Le 28 février, nous visons des sièges dans les municipalités et dans les conseils communaux. Mais ce n'est pas l'aboutissement de notre politique ; c'est un moyen.

Lorsque nous examinons notre travail à Lausanne ces dernières années, nous pouvons

donner quelques exemples de succès. Nous avons été actifs dans la fondation des Jardins du Flon, des Jardins d'Ouchy, et des Jardins du Nord. Ce sont quelques centaines de ménages qui ont ainsi opté pour une agriculture locale et équitable. Nous avons contribué au référendum contre la tour Taoua à Beaulieu. Une victoire contre un projet inaccessible aux locataires modestes. Au conseil communal, nous avons défendu la desserte en bus de la Bourdonnette et de Praz-Séchaud. Un soutien aux transports publics, dans des quartiers populaires. A la Municipalité, Marc Vuilleumier a développé le contrat de quartier de Montelly. Une nouvelle manière de donner la parole aux habitants, pour l'urbanisme de leur quartier.

Bien sûr, nous pourrions allonger la liste de nos actions, et celle de nos projets. Mais comme il faut aussi garder une vue d'ensemble, nous résumerons : une ville pour toutes et tous, une voix pour toutes et tous !

DIDIER DIVORNE, 51 ANS, CONSEILLER MUNICIPAL ET CANDIDAT SORTANT À LA MUNICIPALITÉ DE RENENS

La Fourmi rouge, en permanence au cœur et dans le cœur de la population

Il est un rythme nouveau qui commence à entrer dans les habitudes vaudoises : le rythme des 5 ans. 5 ans, c'est ce qui sépare deux élections, qu'elles soient communales ou cantonales. A Renens, comme dans toutes les autres communes vaudoises, les partis se font visibles. Viennent sur le terrain, à la rencontre de la population. Tous les partis ? Non, bien entendu ! Il est un parti qui rompt cette règle, et c'est la « Fourmi rouge » renanaise, section locale du POP et Gauche en mouvement. Non contente d'être le premier parti politique de la 4ème ville vaudoise, la Fourmi rouge est présente constamment tant sur le terrain que dans le tissu associatif et culturel local. Pas besoin d'élections pour nous faire sortir, nous le faisons en permanence !

Les renanais-e-s connaissent bien notre « Marché aux Puces » et notre « Kermesse », deux moments festifs annuels et savent que

nous sommes là pour eux. C'est également cet état d'esprit qui prévaut tant au conseil communal qu'à la municipalité, à travers nos 23 élu-e-s sur 80 et nos 2 municipaux, dont la syndique Marianne Huguenin. Cet état d'esprit qui veut que nous ne faisons pas de la politique pour faire de la politique, mais pour représenter la population et aider à gérer la vie et l'avenir de notre Ville en tenant compte des intérêts de tous, mais plus particulièrement de celles et ceux qui peinent à nouer les deux bouts ou qui subissent toutes sortes d'inégalités.

Et d'avenir, il en est bien question à Renens, bien plus qu'ailleurs. L'avenir des quartiers pour commencer, puisque Renens se métamorphosera grandement dans les années à venir. Un nouveau quartier se termine à peine à Renens-Croisée que les discussions sur toute la friche de Malley avancent à grands pas. Ce sont là de nombreuses nouvelles habitations et espaces publics, accompagnés de structures scolaires et parascolaires qui vont bientôt émerger. Le quartier des Entrepôts (près de la gare qui est

également en pleine transformation) et celui de la Savonnerie sont deux autres exemples emblématiques.

L'avenir des transports publics, pour continuer, puisque la prochaine législature verra l'arrivée du tram reliant la Place de l'Europe lausannoise à la place de la gare Nord renanaise, avant de se prolonger plus tard en direction de Bussigny et Villars-Sainte-Croix. En même temps, une autre nouvelle colonne vertébrale des transports se créera dans les hauts de Renens, au-dessus du quartier des Baumettes: la ligne « Bus à haut niveau de service », qui roulera de façon sûre, rapide et prioritaire entre deux arrêts.

La Fourmi rouge relèvera le défi de ces mutations, en ayant à cœur, comme de coutume, de tenir compte de ses habitants actuels et futurs. En n'oubliant ni le vivre ensemble, ni la petite enfance et la jeunesse, ni la cohésion sociale, ciment essentiel de la population. C'est là notre engagement. Et c'est bien pour ça que vous pouvez, en toute confiance, voter les deux listes n° 1

JOHNSON BASTIDAS, 50 ANS, CANDIDAT À LA MUNICIPALITÉ DE RENENS

À quoi bon une candidature de la Gauche de la Gauche ?

Nous militons à Gauche car nous croyons à la construction du pouvoir populaire d'en bas. Ici, on ne rêve pas de faire carrière, mais on rêve à la construction d'un rapport de forces qui passe par la mobilisation des gens du commun. Nous défendons certains principes et certaines idées chères à la défense des intérêts des travailleurs et travailleuses, des retraités et des gens délaissés par ce système de production sans pitié. Aujourd'hui, ce n'est pas bien vu de dire que nous défendons les droits de la migration et le droit d'asile.

La démocratie représentative se limite à faire croire aux électeurs que notre élection suffit pour changer les choses. La question est bien sûr plus profonde. Nous devons nous mobiliser pour défendre les acquis sociaux et ceci passe par la mobilisation dans la rue, le meeting, la grève. En effet, il ne peut y avoir de cohésion sociale lorsque les travailleur-e-s ne sont pas heureux dans leur boulot ou malades à cause du

travail ou si les retraités ne peuvent pas boucler le mois avec leur rente ou encore si les étudiant-e-s précaires doivent faire de petits boulots mal payés ou si les chômeurs sont quotidiennement culpabilisés par leur situation.

Notre candidature doit servir à la construction d'un front élargi de madame et de monsieur tout le monde pour défendre le service public. C'est un constat du terrain, les syndicats et les partis de Gauche ne peuvent pas tous seuls défendre les intérêts des travailleurs et des bénéficiaires/usagers du service public. Seul un front élargi pourra empêcher les attaques structurelles du service public, c'est un impératif étique de dire NON à toutes ces idées, comme la RIE III, qui prétendent affaiblir le budget des communes ou celles du paquet Berset qui cherche à augmenter l'âge de la retraite des femmes à 67 ans.

La bureaucratie syndicale chez UNIA-Vaud nous a laissés tous seuls dans la lutte contre la RIE III mais pas les travailleurs et travailleuses, 14'000 signatures ont été récoltées et nous ont donné le droit d'aller au référendum donc l'enterrement

de la RIE III sera un chantier de lutte important pour 2016. Une victoire contre la RIE III serait le meilleur cadeau pour ces charmeurs cantonaux de serpents et la bureaucratie syndicale. Ils seront désavoués car les gens auront compris que la RIE III signifie la version cantonale de la privatisation structurelle de nos services publics, et nous le disons clairement, ne comptez pas sur nous pour privatiser nos services publics.

Ma candidature, en tant que migrant à la municipalité de Renens n'est pas le fruit du hasard, la commune de Renens compte plus de 120 nationalités qui se côtoient pour faire de Renens la Ville la plus interculturelle de Suisse. Renens c'est un excellent exemple à montrer pour certains partis qui comme l'UDC, prétendent semer la peur de l'autre. A Renens, la migration espagnole, italienne et portugaise font partie, entre autres de ceux/celles qui ont pris leurs racines et ont contribué à la croissance de la Suisse. L'Histoire de la Suisse ne peut pas s'écrire sans nous, donc nous y sommes, nous y participons car notre parole compte. ! Sans nous pas de Suisse !

KARINE CLERC, 42 ANS, CANDIDATE À LA MUNICIPALITÉ DE RENENS

D'un seul regard, la ville de Renens raconte son histoire. En haut, le village, son vieux collègue. En bas, la voie de chemin de fer, les quartiers d'immeubles jouxtant les anciennes usines, cette gare où sont descendus les immigré.e.s venu.e.s faire tourner l'économie du pays.

Renens, c'est la ville où j'ai posé mes valises il y a environ 16 ans. Dans la maison où je suis arrivée, et où je vis encore, les habitant.e.s d'alors se connaissaient toutes et tous. Les portes étaient souvent ouvertes et nous avions l'habitude de nous retrouver dans les petits jardins potagers qui, depuis, sont malheureusement devenus des places de parc. Cette période est à l'image de ce que je pense qu'une ville doit être. Un lieu où l'on a des espaces à soi, des lieux à cultiver et à partager. Convaincue que l'équilibre de chacun.e est fait d'individualité et de collectif, je pense que l'action politique consiste principalement à articuler ces deux dimensions en cherchant à la fois des réponses aux besoins immédiats de la population, sans perdre de vue que ces besoins

s'inscrivent dans un contexte plus large. C'est le regard que l'on pose sur ce contexte et sur chaque individu qui fait la politique qu'on veut mener. Dans notre groupe, nous pensons que le monde produit des inégalités importantes et que le rôle de l'Etat est d'agir autant que possible à les éliminer. Mais personne ne se contente de beaux discours. La démocratie est un exercice complexe. Il faut donc à la fois, répondre aux besoins, favoriser l'implication des gens et défendre des institutions justes, y compris en défendant la ville et ses habitant.e.s dans les instances cantonales et fédérales.

J'ai rejoint la Fourmi Rouge en 2000, lors d'une manifestation de défense de la poste du village. Pour moi, ce choix politique était une évidence. **Parce que malgré ses forces réduites, le POP s'implique autant qu'il le peut, et qu'en dépit des difficultés, son discours ne faillit pas.** Ce n'est pas parce que l'austérité nous menace qu'il faut trouver que les chômeur.euse.s abusent ou que

les jeunes sont démotivés.e.s. La Fourmi Rouge n'a pas toujours les réponses à tout mais elle garde entière la parole qui décrit l'écart creusé par les inégalités.

Je suis devenue conseillère communale en 2001 et j'ai siégé durant deux législatures. J'y ai découvert la facette politique du paysage urbain. Je vois la politique locale comme le lieu où se joue des existences déterminées par des réalités, des lois, des institutions, des attentes qui souvent, viennent d'ailleurs : l'économie mondiale, les lois fédérales, cantonales, le marché du travail. La ville est pourtant le lieu où se nouent ces réalités, où elles se voient et où elles se vivent. On peut y créer des lieux hospitaliers, des services de proximité qui améliorent le quotidien des gens. Le logement, un collège, une place publique, la fréquence des transports publics, une piste cyclable, un hébergement d'urgence, une affiche publicitaire à relents sexistes peuvent alors cristalliser des vrais enjeux démocratiques,

ÇA BOUGE DANS LE CHABLAIS ! UNE ALTERNATIVE NOMMÉE POP

Le POP se veut être une alternative dans différentes villes du Chablais. Le point sur la situation et rencontre avec trois candidats.

Aigle, Bex et Ollon trois villes où des candidats du POP se présentent. A Aigle il y a des sortants qui se représentent comme Bernard Borel (pédiatre, président de médecin du monde et ancien député), et l'arrivée des nouveaux qui de plus sont relativement jeunes. Mais contrairement aux précédentes élections, le POP ne partira pas avec le PS aiglon qui en a voulu autrement, mais rejoint l'alliance nommée AlternativeS. A Bex un seul candidat, Christophe Grand (président du POP Chablais et des Jeunes POP Vaud), en lice avec le PS et les indépendants de gauche. Enfin, Jean-Luc Christinat à Ollon part aussi avec une liste PS.

Un combat local

« Parce que le combat commence par chez nous ! Puis participer aux différents débats c'est comprendre le fonctionnement et malheureusement aussi les dysfonctionnements de ma commune », rappelle Rachel Carnal.

A Aigle, le jeune groupe AlternativeS (Alternatives - Les Verts - POP), désire apporter du sang neuf au Conseil communal, des nouvelles actions et réponses face à l'hégémonie du PLR qui sied au conseil communal et à la municipalité. « Grâce à cette nouvelle force et alliance, nous désirons ensemble mener front commun sur des sujets qui nous tiennent à cœur : intensifier la promotion des énergies renouvelables, garantir des logements abordables, amener un délégué à l'intégration, santé, formation et sécurité sociale pour tous » affirme notre popiste Rachel Carnal.

Au niveau de ses combats personnels, cette jeune mère de famille souhaite « La création d'une crèche communale, pour élargir le réseau de garde toujours plus saturé et compliqué, et que le financement de la garde ne soit plus un problème pour les familles, tel que c'est le cas

actuellement. » Elle parle aussi d'un meilleur tri des déchets, de défendre la mobilité douce et ce qui lui tient à cœur surtout, c'est la promotion de la production et de l'artisanat local.

Bernard Borel militant de longue date, très actif au sein du conseil communal d'Aigle y a défendu différents sujets : « J'ai lutté vainement jusqu'à maintenant pour une politique active des autorités communales en matière de logement en ayant une meilleure maîtrise du sol, en proposant de faire un règlement pour l'aide individuelle au logement et en soutenant l'aide à la pierre, pour créer des appartements à loyers abordables. » Il rajoute, « J'ai soutenu la construction d'une crèche ainsi que le développement de l'UAPE et ai lutté pour que l'association de la Jeunesse Aiglone ait un lieu adéquat pour mener ses activités. » Il affirme qu'un autre élément sera important pour la prochaine législature, pousser la municipalité à avoir une vraie politique d'intégration, car actuellement celle-ci repose uniquement sur les épaules de l'EERV (église évangélique réformée vaudoise), sans que la commune n'y participe. Enfin, l'espace public qui devrait être un lieu de rencontre (et de jeux pour les enfants) est complètement monopolisé par le transport motorisé, c'est une des raisons pour défendre la mobilité douce !

Pour lui, l'objectif global de l'alliance AlternativeS, est de réussir à casser la mainmise du PLR, qui détient depuis 5 ans une majorité absolue au Conseil Communal et qui a 4 municipaux sur 5 ! « Cette situation nuit au débat démocratique et il faut que cela change » clame-t-il.

« A Bex, il n'y a qu'un seul parti de gauche c'est le PS, je pense pouvoir être complémentaire et avoir une autre vision plus combattive et engagée », lance Christophe Grand.

« La ville de Bex doit à tout prix se battre pour sa gare, défendre une cadence à la demi-heure dans les deux sens et une amélioration majeure des infrastructures dans les plus brefs délais,

notamment pour permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite. », il affirme en faire son cheval de bataille. « Dans ma commune, il y a un centre de requérants d'asile, nous devons aussi nous préoccuper de ces personnes, les soutenir, et surtout mieux informer et créer des rencontres avec la population bellerine, le seul moyen pour favoriser l'intégration et la cohabitation. » Il rajoute « Le Chablais est à mes yeux, moi qui suis photographe de formation, une région trop peu culturelle. A l'avenir, nous devons développer toutes formes de culture, théâtre, musique, expositions, bibliothèques... être plus attractif de ce côté là, aussi pour que la jeunesse puisse s'épanouir. » Dans ses autres projets, il y a le soutien à l'agriculture de proximité, l'écologie et le tri des déchets, et l'appui accru à une politique en faveur des personnes les plus précarisées.

L'avenir de notre parti dans Chablais

Et le président de la section de rappeler, que notre objectif pour les prochaines années, sera de renforcer notre section par de nouveaux membres, et qu'au delà des élections, c'est le POP Chablais qui doit créer une nouvelle dynamique en s'imposant dans notre région comme le parti capable d'être une véritable alternative à la gauche traditionnelle. Nous devons faire de la politique différemment des autres, en étant proche et à l'écoute de la population et des milieux populaires que nous défendons, surtout ne pas tomber dans le jeu de la politique politicienne et dénoncer la politique des petits copains! La force du POP est d'avoir dans son programme des idées basées sur du long terme qui, si elles aboutissent, vont amener un changement majeur dans notre société. Enfin, nous ne renions pas nos valeurs de gauche, la justice sociale, la défense des travailleurs ainsi que celle des migrants, l'écologie, une médecine et des études accessibles à tous... Des valeurs progressistes et profondément humanistes.

POP Chablais



Rachel Carnal, candidate au Conseil communal d'Aigle



Bernard Borel, candidat au Conseil communal d'Aigle



Christophe Grand, candidat au Conseil communal de Bex

NON À L'INITIATIVE RÉTROGRADE DU PDC

Avec son initiative populaire, le PDC prétend appuyer la famille et faire disparaître les soi-disant désavantages que connaissent à l'heure actuelle les couples mariés par rapport aux couples de concubins. Il propose donc de fixer dans la Constitution le fait que le mariage ne doit pas être pénalisé par rapport à d'autres modes de vie.

Mais à qui profitera cette initiative ? Certains couples mariés dont les deux conjoints travaillent et le revenu total est élevé, ainsi que de nombreux couples mariés de retraités dont le revenu est moyen à élevé sont fiscalement désavantagés par rapport à des couples de concubins se trouvant dans la même situation économique. Même s'ils bénéficient de certains allègements fiscaux par rapport aux concubins (barème moins élevé, déductions spécifiques), suivant les circonstances les couples mariés peuvent se trouver désavantagés fiscalement du fait de l'addition de leurs revenus. En 1984, le Tribunal fédéral a rendu une décision déterminante selon laquelle la charge fiscale

inutile selon l'aveu même du Conseil Fédéral.

Même son de cloche dans le cadre des assurances sociales. Le plafonnement du montant

désavantage des couples mariés par rapport aux couples non mariés mais ce problème ne doit toutefois pas être considéré de manière isolée. Si l'on tient compte des autres prestations de l'AVS ou de l'AI, on constate que les couples mariés sont même globalement avantagés par rapport aux couples de concubins. Contrairement à ce qu'avancent les auteurs de l'initiative, les couples mariés ne sont donc pas désavantagés dans l'ensemble

Mais passons maintenant au volet sournois de cette initiative : l'inscription dans la Constitution que « Le mariage est l'union durable et réglementée par la loi d'un homme et d'une femme ». Ce principe n'a absolument aucun sens du point de vue de l'imposition. Il est totalement inutile pour atteindre le but avoué de cette initiative qui est de réduire la discrimination face à l'impôt des couples mariés. Le seul sens de ce principe est d'atteindre le but caché de combattre le mariage pour tous, puisqu'il nous faudrait faire modifier la Constitution. Le mariage pour tous est inscrit dans le programme du PST ainsi que la fin des discriminations légales des couples et des parents homosexuels ; discriminations accentuées par le partenariat enregistré qui oblige les couples homosexuels à dévoiler leur orientation sexuelle. Voilà pourquoi il doit à tout prix être remplacé par un mariage civil pour les couples de même sexes.

Le PDC nous propose donc une initiative inutile dans le cadre de la discrimination des couples mariés mais très dangereuse dans le cadre des discriminations de couples de même sexe.

CM

NOS CANDIDATS DANS LES CONSEILS COMMUNAUX

- Aigle**
Liste 5 : AlternativeS
- Bex**
Liste 1 : socialistes et indépendants de gauche
Liste 3 : Parti socialiste et POP
Liste 3 : Parti socialiste et indépendants de gauche
- Corsier**
Liste 1 : PS - Les Verts - POP
- Ecublens**
Liste 1 : Ensemble à gauche (POP-solidarités-indépendants)
- Gland**
Liste 1 : PS - Les Verts - POP
- Lausanne**
Liste 1 : Ensemble à gauche (POP-solidarités-indépendants)
Liste 4 : Le Mont citoyen - Démocratie Solidarité Ecologie
- Morges**
Liste 3 : socialistes et indépendants de gauche
- Ollon**
Liste 4 : Socialistes et Plus
- Renens**
Liste 1 : Fourmi rouge - POP
- Yverdon**
Liste 4 : solidarité et écologie

RAPPORT DE CONSULTATION SUR LE PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ÉGALITÉ

Le 18 novembre, le Conseil Fédéral a lancé une consultation sur la modification de la Loi sur l'égalité. Un projet de loi toujours aussi inefficace et qui prouve encore une fois que l'égalité salariale n'est pas une priorité pour notre gouvernement et qu'il plie à nouveau devant les entreprises privées. Voici notre réponse à cette consultation.

Le 18 novembre, le Conseil Fédéral a lancé une consultation sur la modification de la Loi sur l'égalité. Un projet de loi toujours aussi inefficace et qui prouve encore une fois que l'égalité salariale n'est pas une priorité pour notre gouvernement et qu'il plie à nouveau devant les entreprises privées. Voici notre réponse à cette consultation.

Le POP a toujours attaché la plus grande importance à l'égalité femmes/hommes, à tous les niveaux et donc à la question salariale. Pour le POP il est temps que notre Constitution, dans laquelle est inscrite depuis 1981 que « L'homme et la femme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale », soit respectée. Et ceci en premier lieu avant de demander une égalité de l'âge de la retraite. En ce qui concerne la loi sur l'égalité, entrée en vigueur en 1996, elle a prouvé toute son inefficacité. En effet les mesures prises jusque-là, qui se sont toujours basées sur la bonne volonté des entreprises n'ont pas apporté de résultats probants. La dernière en date, le projet de dialogue sur l'égalité lancé en 2009, proposait un délai de 5 ans aux entreprises pour s'engager volontairement à analyser les différences salariales au sein de leur entité et à les réduire. Malheureusement seules 50 entreprises y ont participé, prouvant ainsi clairement leur refus de considérer l'inégalité salariale entre femmes et hommes comme un véritable problème et d'y remédier.

Pourtant le manque d'égalité salariale entre femmes et hommes est un véritable problème qui touche la société entière. Il est un obstacle à l'indépendance financière des femmes, il pré-

térite les caisses de l'AVS – le BEFH chiffre le manque à gagner dû à la discrimination liée au sexe à 7,7 milliards de francs, ce qui équivaut à plus de 646 millions de cotisations qui échappent à l'AVS – il contraint une part de la population à avoir recours aux prestations sociales, il est également un frein à la satisfaction et la productivité des travailleuses.

Pour toutes ces raisons nous accueillons donc avec grand intérêt la modification de la loi sur l'égalité. Vous trouverez ci-dessous nos remarques sur les modifications proposées.

Art. 13a

Obligation pour les employeurs occupant au moins 50 travailleurs d'effectuer, tous les 4 ans, une analyse des salaires

Rendre cette analyse obligatoire qu'aux entreprises occupant au moins 50 travailleurs nous semble trop restreint puisque cela ne concerne que 2% des entreprises suisses et 54% des personnes actives.

Nous recommandons donc l'extension de l'obligation d'analyse à toutes les entreprises avec des méthodes et des mesures de soutien adaptées aux petites entreprises.

Art. 13ebis

Lorsqu'un employeur n'a pas effectué d'analyse des salaires dans le délai prévu ou qu'il ne l'a pas fait contrôler, l'organe de contrôle l'annonce à l'autorité compétente.

L'autorité compétente inscrit sur une liste accessible au public les employeurs ayant fait l'objet d'une annonce.

Les mesures retenues en cas de non-respect de l'obligation d'analyse nous paraissent totalement insuffisantes. L'efficacité d'une telle liste noire nous paraît quasiment nulle. Nous recommandons une peine pécuniaire en cas de non-respect de la loi, mesure la plus incitative, selon nous, pour une entreprise.

Ajout dans la loi

Lorsque le rapport d'analyse démontre une discrimination, une procédure doit être mise en place. Nous ne pouvons attendre d'une femme qu'elle engage elle-même la procédure et qu'elle se batte seule face à une entreprise dont la structure déséquilibre le rapport de force. L'expérience nous montre d'ailleurs que cette façon de procéder est inefficace puisque seuls 153 cas ont été portés devant la justice. Il est du devoir des autorités, lorsqu'une infraction à la Constitution est avérée, de mettre en place les mesures adéquates.

Nous recommandons les mesures suivantes lorsque le rapport d'analyse démontre une discrimination salariale :

- Inspection des salaires de l'entreprise par des contrôleurs, à la charge de l'entreprise
- Délai court pour effectuer les corrections salariales
- Paiement rétroactif du manque à gagner qu'a subi la ou les employées.

Céline Misiego

NON AUX CADEAUX FISCAUX OCTROYÉS AUX GRANDES ENTREPRISES

Sous prétexte d'abolir les privilèges fiscaux de certaines multinationales, les autorités veulent baisser l'imposition sur le bénéfice de 22,78% net en 2015 à 13,79%. Ce taux unique, incroyablement bas, est celui que revendiquent les associations patronales. S'il est accepté le 20 mars, il ne profitera qu'à une petite minorité de patrons et gros actionnaires. En effet, seul un tiers des entreprises inscrites au registre du commerce paie l'impôt sur le bénéfice. Evidemment, plus le bénéfice est important, plus la baisse d'imposition sera massive.

Des mesure sociales ?

Pour faire passer cet énorme cadeau de 500 millions de baisses fiscales aux entreprises, le Conseil d'Etat propose des «compensations

sociales» de 200 millions. Les référendaires soutiennent ces mesures. Néanmoins, le gouvernement vaudois fait ces promesses, alors qu'il diminue les recettes fiscales qui doivent les financer. Pour payer l'augmentation des allocations familiales et la hausse des subsides d'assurance-maladie, il faudra donc prendre ailleurs, dans l'enseignement ou dans le financement des hôpitaux.

Coupes dans les services publics...

La générosité du Conseil d'Etat avec les entreprises contraste avec l'austérité imposée aux services. Aux urgences, dans les hôpitaux régionaux, dans les soins à domicile, les conditions de prise en charge se dégradent de plus en plus. Des milliers de places en crèches manquent.

L'accès aux bourses d'études est si difficile que les études supérieures demeurent essentiellement réservées aux milieux aisés. Des lignes ferroviaires comme celle du LEB souffrent du sous-investissement des collectivités publiques.

... et hausse d'impôts pour les particuliers!

La RIE3 ferait perdre 300 millions au canton et plus de 200 millions aux communes, dont 40 pour Lausanne! Les communes devront augmenter les impôts des personnes physiques et réduire les prestations. Bref, la majorité de la population payera les cadeaux fiscaux aux grands patrons et gros actionnaires. nque à gagner qu'a subi la ou les employées.

Le 20 mars, ce sera NON à RIEIII !

LE RENOUVEAU DU POP LAUSANNE

La décision de notre municipal marque un changement politique important, une page se tourne à Lausanne. Par sa générosité de caractère, sa connaissance du terrain et son sens politique, Marc Vuilleumier fut pendant bien longtemps notre locomotive électorale.

Cette décision nous bouscule. En effet, nous ne pouvons plus nous reposer sur son expérience. Ce changement générationnel nous renvoie l'état du parti au visage. La campagne ne peut plus se faire uniquement sur le bonhomme, car il faut bien l'admettre, Marc « tirait » des voix. Son capital sympathie, basé sur un programme rôdé fonctionnait à merveille.

Nous devons nous poser une question : comment procéder pour avoir du succès, comment mobiliser un électorat ? Avec quel programme, quelles idées? En bref, où en sommes-nous ? Parlons-nous encore aux lausannois ?

Premièrement, une certitude : la société a besoin de notre parti, de notre message : l'adage une autre société est possible répond à un besoin réel dans la société. Burn-out, stress, malbouffe, pauvreté, inégalités (etc, etc.), en sont les preuves. Bien entendu, le modèle communiste est passé aux oubliettes.

Cependant, la notion à la base du communisme – le Bien Commun – reste un horizon indépassable (à Lausanne aussi !). La question du Bien Commun doit être centrale pour nous et doit englober tous les aspects de notre société. Maintenant, à nous de le traduire pour le plus grand nombre et à nous d'écouter ce que les citoyens ont à dire, pour y répondre d'une manière bienveillante.

Deuxièmement, l'idée de « communisme » ne doit pas cesser parce qu'il a lamentablement échoué en URSS ou ailleurs. A-t-on abandonné l'idée de démocratie, parce que la Révolution française a sombré dans la terreur (tribunal arbitraire, massacre de septembre, tentative de contre-révolution) et qu'elle a débouché sur un empire ?

La question de la légitimité du POP ne se pose donc pas. Qu'on le veuille ou non, nous sommes des héritiers. Et comme tout héritier, il peut y avoir du bon et du moins bon. A nous de façonner cet héritage. Et ce questionnement va bien au delà d'une élection. Nous devons viser sur le long terme, éviter de rentrer dans une logique électoraliste et finalement manquer ce pour quoi nous nous battons. Nous devons oser affronter les problématiques actuelles et les concrétiser dans un programme concret qui parle de Lausanne.

Aujourd'hui, les contingences des élections font ressurgir toutes ces questions. Oui, le POP est à la Municipalité, c'est un fait. A nous, de faire preuve de maturité. Notre histoire et notre idéologie (à la fois utopique et pragmatique) nous le permettent et nous en donnent la légitimité pour pouvoir assumer ce fait. Nous ne sommes pas un parti de francs-tireurs dégommant tout au passage. Au contraire. Faisons de la politique avec une vision: une société humaine au service du citoyen et non l'inverse. Nous voulons affirmer cela haut et fort. Ce clivage est nécessaire, mais il doit se faire en douceur. Les électeurs n'en seront que rassurés si nous nous définissons clairement et que nous affirmons qui nous sommes : le POP.

Joaquim Manzoni, président du POP Lausanne

PERMANENCES D'IMPÔT DU POP

Comme chaque année, le POP & Gauche en Mouvement lance sa permanence d'impôt. Voilà plus de 15 ans, qu'un groupe de militant motivé se démène, bien décidé à aider la communauté lausannoise mais également sur Renens et Vevey. A partir du 7 mars jusqu'au 25 avril, une équipe vous attend tous les lundis de 18h00 à 20h00 ou sur rendez-vous le matin, place de Chauderon 5, 3ème étage afin de vous aider dans cette tâche qui peut se transformer en véritable casse-tête. Nous pratiquons un tarif en fonction du revenu pour que chacun puisse bénéficier des mêmes services. Par cette action, le POP & Gauche en Mouvement souhaite, réunir les personnes de toutes classes sociales et perpétuer une longue tradition.

INTERVIEW CROISÉE DE MARIANNE HUGUENIN ET MARC VUILLEUMIER À QUELQUES MOIS DE LA FIN DE LEUR CARRIÈRE DE MUNICIPALS

A quelques mois de la fin de leur carrière de municipal – 20 ans dont 8 comme syndique à Renens pour Marianne Huguenin et 10 ans pour Marc Vuilleumier – rencontre avec deux grandes figures du parti.



Alors on y est, c'est cette année que vous quittez vos municipalités respectives. Comment se passe une fin de législature ?

Marc Vuilleumier : Tout est réuni pour dire que c'est juste de ne pas me représenter. Il y a bien sûr un pincement au cœur. C'est un poste très stressant mais qui apporte énormément, on y rencontre beaucoup de personnes très diverses, donc ça veut aussi dire se séparer de tout ce qui fait l'intérêt de ce poste.

Marianne Huguenin : C'est vrai que c'est un moment bizarre. Mais il est temps de laisser la place à des forces vives, à de nouveaux camarades. Il y a donc quelque chose de positif. Après ce n'est pas forcément plus relax, on (je dis «on», pourrait dire «je», mais je crois que c'est la même chose pour Marc !) aimerait laisser tous nos dossiers en ordre, planter le plus de clous possibles pour l'avenir. Et bien sûr on est impliqué dans la campagne, on sait qu'il y a une responsabilité. Il y a l'envie d'aider et d'être présent. Quand on s'engage dans quelque chose on a envie que ça se poursuive, il y a les valeurs pour lesquelles on s'est engagé et on a envie qu'elles perdurent.

Le sentiment est donc mitigé ?

M.V. : Je suis surtout content qu'il y ait un candidat pour me remplacer, c'est un soulagement qu'une continuité soit possible.

M.H. : Il y a un soulagement c'est vrai. C'est un poste que je respecte pleinement et où il faut être à 150 % alors il y a une certaine fatigue. Mais

comme Marc, je suis soulagée qu'il y ait des camarades pour me remplacer.

Comment avez-vous vécu vos relations avec le parti durant ces législatures ?

M.H. : C'est assez compliqué par moments. Ce n'est pas comme au législatif où tu es avec le groupe de camarades. Tu te retrouves seule dans l'exécutif avec des membres d'autres partis. Être Municipal devient ton job à plein temps, tu y es responsable d'un département, tu dois y faire des alliances : si tu veux faire des choses, il faut des alliances ! Il est aussi très important de laisser aux camarades leur force d'opposition dans le législatif. Nous devons accepter de nous faire remettre en question. On milite chacun le mieux possible, là où nous sommes et nous devons nous faire mutuellement confiance.

M.V. : C'est vrai que surtout en m'occupant des dossiers de police, ce fut très difficile. C'est un travail où on est très seul. Le parti ne s'est pas toujours retrouvé dans ce que je faisais et j'aurais moi parfois souhaité être plus soutenu. Le compromis est aussi très important. Soit tu as un caractère pur et dur, mais dans ce cas tu n'accomplis rien, soit tu cherches des alliances qui te permettent de mettre en place des choses importantes. Nous avons aussi une responsabilité envers nos collaborateurs. A la police c'est par exemple 700 collaborateurs qui attendent de toi que tu réalises, proposes et mènes à bien des projets.

M.H. : Je pense que ça a été plus dur pour toi en

t'occupant de la police. Je défends qu'on ne doit pas faire de compromission, mais qu'on nous a élus pour faire des compromis pour réaliser des choses ! La responsabilité est très importante. En étant élu tu deviens responsable de tous les habitants de la ville, même de ceux qui n'ont pas voté pour toi. Mais pour ma part je n'ai pas l'impression d'avoir fait des choses contraires à mes valeurs.

M.V. : Tandis que moi j'ai eu des choix très difficiles en termes de conscience politique. Lors d'un 1er mai, jour hautement symbolique pour la gauche, j'ai jugé bon d'envoyer la police interpeller des manifestants, ce fut un des jours les plus difficiles de ma carrière de Municipal. Les manifestations ont été pour moi une source de tensions.

Je vais bien sûr vous demander votre bilan mais j'aimerais d'abord avoir votre bilan sur la législature de votre camarade

M.H. : Marc a été un municipal très populaire dans tous les milieux sportifs. Une de tes grandes réalisations je crois est le stade du quartier des Boveresses. Tu as aussi su rester debout malgré les difficultés au niveau de la police. Même si je pense qu'on n'a pas du tout assez mis en avant ce que tu y as fait. Par exemple pour les sans-papiers, ou tu fais en sorte de les faire recevoir par la police. Ce n'est pas rien ! En termes d'intégration aussi tu as beaucoup fait avancer les choses. C'est pour moi une grande fierté d'avoir Marc comme collègue de parti.

M.V. : Ce que je perçois chez Marianne, et qui me rend fier d'être son camarade de parti, c'est qu'elle a fait perdre à Renens son image de cité dortoir un peu mal famée. Tu y as redonné un coup de lustre au niveau du social, des équipements publics, au niveau des transports. Faire tout ceci dans une ville de 20'000 habitants en gardant ses valeurs, ben moi je te dis chapeau !

Et sinon sur votre législature ?

M.V. : J'aimerais dire 3 choses dont je suis très fier. Avoir réussi à garder un équipement et un environnement populaires pour la piscine de Bellerive. Elle avait déjà été construite sous une municipalité de gauche et il y a toute les valeurs que je défends : du domaine public bien utilisé, super bien situé et accessible à la population. Quand il a fallu la rénover, on aurait pu en faire une piscine bling bling mais j'ai voulu garder une piscine populaire axée sur le sport, la famille et le mouvement (ndlr : nos deux municipaux, très fiers de leur piscine, se sont chicanés pour savoir lequel des deux a la plus belle. Rdv est pris cet été pour qu'ils se fassent visiter leurs piscines respectives). Il y a bien sûr aussi le terrain de foot des Boveresses qui est pour moi une vraie réponse de gauche aux problèmes de sécurité et à la mauvaise image qu'avait ce quartier. La troisième chose c'est par rapport aux problèmes et plaintes qu'il y avait eu concernant les mauvais comportements des agents. J'ai donc mis en place toute une démarche éthique et déontologique qui a permis une baisse de la violence et des cas de racisme et une augmentation des postes d'agents. Tout ceci a amélioré l'image des policiers au sein de la population. Je voudrais aussi rajouter que lorsque j'ai repris le bureau de l'intégration, il était dans un état sinistre. Je suis donc assez fier d'avoir remis en état ce BLI et d'avoir trouvé des subventions pour aider les associations qui soutiennent les étrangers.

M.H. : Ce qu'il me reste, c'est d'avoir pu faire exister Renens en boostant les infrastructures de transport, notamment le tram et la rénovation de la gare. C'est des projets qui n'étaient pas acquis d'avance et qu'il a fallu aller chercher très activement, promouvant Renens et un Ouest lausannois qui passaient encore pour nous une banlieue sans intérêt. Je suis aussi fière d'avoir fait des consultations en amont du projet de tram, ce qui nous a évité des grosses oppositions. Pour le reste du bilan, je parlerai en «nous», il n'est pas que le mien, même si je sais que j'y ai joué un rôle important.

Nous avons également passablement rattrapé l'énorme retard qu'il y avait en termes d'offres pour la petite enfance, créé une politique de la jeunesse et de l'intégration et fortement augmenté l'offre culturelle. Pour prendre un exemple très concret : la taxe poubelle. Le Fourmi rouge et moi-même sommes opposés de façon très déterminée une taxe forfaitaire et quand ils sont revenus avec une taxe au sac, on a souhaité qu'elle soit socialement juste, écologique et simple et nous avons mis en place une subvention pour rendre cette taxe à la population. Pas mal de communes nous envient ce système et nous avons fait à Renens un passage en douceur à ce niveau, avec beaucoup d'information aussi.

Quels conseils donneriez-vous à Karine, David, Didier et Johnson ?

M.V. : Par rapport à David je suis très content car il est reconnu comme un homme de dossiers et compétent. Il faut aussi savoir être stratégique pour faire passer tes dossiers au sein du collège municipal.

M.H. : Il faut avoir la peau dure mais rester un tendre. Il faut aussi aimer les gens et comprendre que tu incarnes une fonction. Les gens sont contents si tu vas causer avec eux, ils ont besoin de ce contact avec leur municipal. Il faut aussi garder le lien avec le parti, c'est essentiel, sans ça tu es seul.

Vous allez passer d'un temps entièrement occupé à beaucoup de temps libre. Vous avez déjà des projets ?

M.H. : J'ai envie de garder un petit moment pour souffler. Je n'ai pas envie de tout de suite tout «remplir.» ! J'ai aussi envie de faire de la politique autrement. Il y a mille façons différentes de s'engager. J'ai envie d'abord de dormir, d'aller au cinéma, à la montagne et de voir ce qui viendra après !

M.V. : Bien sûr il y a un peu l'angoisse de l'heure vide. Je sais que c'est un cap difficile à passer mais comme Marianne, je n'ai pas envie de remplir toutes les cases vides. Mais je sais déjà que je vais m'engager dans ce qui fait partie de mon ADN, à savoir des responsabilités dans des EMS. J'aimerais aussi suivre des cours de philosophie, sans aucune prétention, juste pour mon plaisir. J'espère surtout garder de l'intérêt pour les choses simples, faire les courses et cuisiner, partir en week-end, aller voir des expositions.

Nous souhaitons donc à nos deux municipaux plein de temps libre pour faire les choses qu'ils souhaitent et leur disons un immense merci pour tout ce qu'ils ont accompli ainsi que d'avoir porté haut les couleurs de notre parti !

Propos recueillis par Céline Misiego

IMPRESSUM

Mensuel du POP vaudois & Gauche en mouvement

Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne

Téléphone : 021 312 06 76

Fax : 021 312 06 97

E-mail : info@popvaud.ch

Responsable : Céline Misiego

Tirage : 10 000 exemplaires

CCP Résistance : 10-769952-7

Abonnement annuel : 25 Frs

Abonnement de soutien : 40 Frs

Comité de rédaction :

Johnson Bastidas, Michel Buhler, Karine Clerc,

Andrea Corduri, Didier Divoine, Anne-Gabrielle

Frund Christophe Grand, Pierre Jeanneret,

Joaquim Manzoni, Céline Misiego, David Payot,

Gavriel Pinson, Luca Schalbetter

Ont collaboré à ce numéro :

Bernard Borel, Rachel Carnal, Marianne Huguenin,

Monique Misiego, Marc Vuilleumier